

**Assemblée générale**

Distr. générale
7 août 2007
Français
Original : anglais

**Groupe de travail spécial à composition
non limitée sur l'assistance et le soutien
aux victimes d'exploitation et de violences sexuelles**
New York, 3 août 2007

**Rapport du Groupe de travail spécial à composition
non limitée sur l'assistance et le soutien aux victimes
d'exploitation et de violences sexuelles**

I. Introduction

1. Dans sa résolution 61/291, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), a fait siennes les propositions, recommandations et conclusions contenues dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix (A/61/19, Part II). Au paragraphe 71 du rapport, le Comité spécial a invité le Président de l'Assemblée générale à constituer, à une date aussi rapprochée que possible au cours de la soixante et unième session de l'Assemblée générale et en collaboration avec tous les États Membres, un groupe de travail spécial à composition non limitée chargé de l'assistance et du soutien aux victimes d'actes d'exploitation et de violences sexuelles, et d'examiner le projet de déclaration de principe et le projet de stratégie globale de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'assistance et au soutien aux victimes d'actes d'exploitation et de violences sexuelles commis par des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies ou de personnel apparenté (A/60/877, annexe), afin de rendre compte à l'Assemblée, avant la fin de sa soixante et unième session, des résultats des travaux de ce groupe de travail.

2. En application de la même résolution, la Présidente de l'Assemblée générale a annoncé, le 31 juillet 2007, la nomination de Jorge Urbina, Représentant permanent du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies, à la présidence du groupe de travail.



II. Questions d'organisation

A. Ouverture et durée de la session

3. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'assistance et le soutien aux victimes d'exploitation et de violences sexuelles s'est réuni le 3 août 2007 au Siège de l'Organisation des Nations Unies et a tenu une séance.
4. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Département de l'appui aux missions ont fourni les services techniques de secrétariat, tandis que le Service des affaires de désarmement et de décolonisation du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences assurait le secrétariat du Groupe de travail.
5. La session a été ouverte par le Président du Groupe de travail, qui a prononcé une allocution liminaire.

B. Ordre du jour

6. À sa 1^{re} séance, le 3 août, le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour provisoire suivant, publié sous la cote A/AC.274/2007/L.1 :
 1. Ouverture de la session.
 2. Adoption de l'ordre du jour.
 3. Organisation des travaux.
 4. Exposé par le Secrétariat.
 5. Échange de vues général.
 6. Rapport présenté à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session.
 7. Questions diverses.

C. Documentation

7. Le Groupe de travail était saisi des documents suivants :
 - Projet de déclaration de principe et projet de stratégie globale de l'Organisation des Nations Unies relatifs à l'assistance et au soutien aux victimes d'actes d'exploitation et de violences sexuelles commis par des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies ou de personnel apparenté (A/60/877, annexe)
 - Ordre du jour provisoire (A/AC.274/2007/L.1)
 - Projet de décision présenté par le Président (A/AC.274/2007/L.2)
 - Projet de rapport (A/AC.274/2007/L.3)

D. Travaux du Groupe de travail

8. À sa 1^{re} séance, le 3 août, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés et le fonctionnaire chargé du Département de l'appui aux opérations hors Siège ont retracé l'historique de la question à l'examen.

9. À la même séance, les États Membres ci-après ont fait des déclarations : République islamique d'Iran, États-Unis d'Amérique, Canada (au nom de l'Australie, du Canada et de la Nouvelle-Zélande), Portugal (au nom de l'Union européenne), Argentine, Pakistan et Qatar.

10. À la même séance également, le Président a présenté, pour adoption par l'Assemblée générale, un projet de décision (A/AC.274/2007/L.2), que le Groupe de travail a adopté (voir par. 14 ci-après).

11. À la même séance, le Secrétaire du Groupe de travail a fait une déclaration sur les incidences sur le budget-programme du projet de décision.

12. Toujours à la même séance, le Groupe de travail a décidé de tenir, le 12 septembre 2007, une réunion au cours de laquelle les membres feraient des déclarations d'ordre général.

III. Rapport présenté à l'Assemblée générale à sa soixante et unième session

13. À sa 1^{re} séance, le 3 août 2007, le Président a proposé un certain nombre d'amendements au projet de rapport et le Groupe de travail a adopté son projet de rapport (A/AC.274/2007/L.3) tel que modifié oralement.

IV. Recommandation du Groupe de travail

14. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'assistance et le soutien aux victimes d'exploitation et de violences sexuelles recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

« L'Assemblée générale, rappelant ses résolutions 59/300 du 22 juin 2005, 60/236 du 6 juin 2006 et 61/291 du 24 juillet 2007 :

a) Décide de reporter à sa soixante-deuxième session la convocation de la session de fond du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'aide et le soutien aux victimes d'exploitation et d'abus sexuels;

b) Prie le Groupe de travail de se réunir du 3 au 7 décembre 2007 et de lui présenter un rapport sur ses travaux à sa soixante-deuxième session. »